

SENAT DE BELGIQUE**BELGISCHE SENAAAT**

SESSION DE 1985-1986

ZITTING 1985-1986

9 JUILLET 1986

9 JULI 1986

**Projet de loi
portant des dispositions fiscales****Ontwerp van wet
houdende fiscale bepalingen**AMENDEMENTS PROPOSES PAR
M. DE SMEYTER ET CONSORTSAMENDEMENTEN VAN
DE HEER DE SMEYTER c.s.**ART. 12bis (nouveau)****ART. 12bis (nieuw)**

Insérer un article 12bis (nouveau), libellé comme suit :

« L'article 58, § 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 10 de la loi du 28 décembre 1983, est remplacé par ce qui suit :« § 1^{er}. La déduction visée à l'article 52, 2°, b), n'est consentie que dans la mesure où les primes ne dépassent pas 45 000 francs. »

Een artikel 12bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 58, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 28 december 1983, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De in artikel 52, 2°, b), bedoelde aftrek wordt slechts toegestaan in de mate dat de premies 45 000 frank niet overtreffen. »

ART. 12ter (nouveau)**ART. 12ter (nieuw)**

Insérer un article 12ter (nouveau), libellé comme suit :

« Au titre II, chapitre III, section 1, du même Code, la sous-section 3bis « Réduction pour assurance sur la vie » et l'article 87bis, insérés par l'article 14 de la loi du 28 décembre 1983, modifié et complété par l'article 13 de la loi du 27 décembre 1984, sont abrogés. »

Een artikel 12ter (nieuw) in te voegen, luidende :

« In titel II, hoofdstuk III, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek worden onderafdeling 3bis « Vermindering voor levensverzekering » en artikel 87bis, ingevoegd bij artikel 14 van de wet van 28 december 1983, gewijzigd en aangevuld bij artikel 13 van de wet van 27 december 1984, opgeheven. »

R. A 13620

Voir :

Documents du Sénat :

310 (1985-1986) :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2/1° à 2/4° : Rapports.

N° 2/5° : Texte adopté par la Commission.

N° 3 : Amendements.

R. A 13620

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

310 (1985-1986) :

N° 1 Ontwerp van wet.

N° 2/1° tot 2/4° : Verslagen.

N° 2/5° : Tekst aangenomen door de Commissie.

N° 3 : Amendementen.

Justification

A notre avis, la détermination du montant déductible pour les primes d'assurance sur la vie et l'amortissement des prêts hypothécaires est tout à fait inefficace.

En ce qui concerne la déduction des sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires, il est, à juste titre, permis de se demander sur la base de quelles considérations on impose en l'espèce l'établissement d'un certain lien avec les revenus professionnels et non avec l'ensemble du revenu imposable.

Ce qui nous heurte surtout dans l'article 58, § 1^{er}, c'est la détermination de la déduction.

Ceux qui ne disposent pas individuellement pour l'instant d'un total de revenus professionnels de 675 000 francs ne bénéficient pas d'une déduction d'un montant de 45 000 francs, mais d'une déduction inférieure.

Exemple : pour un revenu professionnel de
400 000 francs : 28 500 francs
500 000 francs : 34 500 francs
600 000 francs : 40 500 francs

Il faut quand même se demander pourquoi ce groupe de revenus moyens se voit refuser le droit de déduire intégralement des primes ou des remboursements supérieurs à ces plafonds, mais inférieurs ou égaux à 45 000 francs.

Nous partons du principe que c'est surtout ce groupe de revenus moyens qui a besoin d'un coup de pouce supplémentaire lors de décisions d'investissements et ce, bien plus que les groupes de revenus supérieurs, en faveur desquels le Gouvernement précédent, même majoritairement, a fait sauter la limite de 45 000 francs dans la loi de décembre 1983. Le présent amendement vise à corriger cette mesure inefficace.

ART. 13

Remplacer cet article par ce qui suit :

« 1^o Au titre I^{er}, chapitre III, section 1, du même Code, il est inséré après la sous-section 3bis et article 87bis, une nouvelle sous-section 3ter et article 87ter, rédigée comme suit :

« Sous-section 3ter. — Réduction pour intérêts hypothécaires.

Article 87ter. — § 1^{er}. Sur l'impôt calculé conformément aux articles 77 à 87, il est accordé une réduction égale à 40 p.c. des intérêts effectivement payés d'emprunts hypothécaires contractés à partir du 1^{er} mai 1986, pour une durée minimum de dix ans, en vue :

a) soit de la construction ou de l'acquisition, en Belgique, de la maison d'habitation à l'état neuf au sens de l'article 56, § 3, alinéa 2, devenant le seul immeuble bâti dont le contribuable est propriétaire;

b) soit de la rénovation totale ou partielle de la maison d'habitation sise en Belgique et qui constitue le seul immeuble bâti dont le contribuable est propriétaire, à condition que la première occupation du bien précède d'au moins vingt ans la conclusion du contrat d'emprunt.

Verantwoording

De opbouw van het aftrekbare bedrag voor levensverzekeringspremies en de aflossing van hypothecaire leningen is o.i. totaal inefficiënt.

Men kan trouwens t.a.v. de aftrek van aan de aflossing of aan de herstelling van hypotheekleningen bestede sommen o.i. terecht de vraag stellen op basis van welke overwegingen hier een stuk verband wordt opgelegd met de bedrijfsinkomsten en niet het geheel van het belastbare inkomen.

Wat ons echter vooral stoort in het huidige artikel 58, § 1, is de opbouw van de aftrek.

Wie op dit ogenblik niet individueel over een totaal aan bedrijfsinkomsten van 675 000 frank beschikt krijgt ook geen aftrek t.b.v. 45 000 frank maar wel een lagere aftrek.

Bijvoorbeeld bij bedrijfsinkomen van
400 000 frank : 28 500 frank
500 000 frank : 34 500 frank
600 000 frank : 40 500 frank

De vraag dient toch gesteld waarom deze groep van middeninkomens het recht ontzegd wordt om premies of aflossingen die hoger gaan dan deze grensbedragen doch lager blijven dan of gelijk zijn aan 45 000 frank ten volle in aftrek te brengen.

Persoonlijk gaan wij ervan uit dat vooral deze groep van middeninkomens een extra steuntje nodig hebben bij investeringsbeslissingen en dit meer dan de groepen met hogere inkomens, waarvoor de vorige Regering, zelfde meerderheid, de grens van 45 000 frank heeft laten springen in de wet van december 1983. Met dit amendement wensen we deze inefficiënte maatregel terug te corrigeren.

ART. 13

Dit artikel te vervangen als volgt :

« 1^o In hetzelfde Wetboek wordt in titel I, hoofdstuk III, afdeling 1, na onderafdeling 3bis en artikel 87bis een nieuwe onderafdeling 3ter en artikel 87ter ingevoegd luidend als volgt :

« Onderafdeling 3ter. — Vermindering voor hypothecaire interesten.

Artikel 87ter. — § 1. Op de belasting berekend overeenkomstig de artikelen 77 tot 87 wordt een vermindering verleend die gelijk is aan 40 pct. van de werkelijk betaalde interesten van hypothecaire leningen die vanaf 1 mei 1986 met een minimumlooptijd van tien jaar zijn gesloten om :

a) ofwel, in België een woonhuis te bouwen of in nieuwe staat te verwerven, in de zin van artikel 56, § 3, tweede lid, dat het enig gebouwd onroerend goed wordt waarvan de belastingplichtige eigenaar is;

b) ofwel, een in België gelegen woonhuis, dat het enig gebouwd onroerend goed is waarvan de belastingplichtige eigenaar is, volledig of gedeeltelijk te vernieuwen, op voorwaarde dat het goed bij het sluiten van de leningsovereenkomst sedert ten minste twintig jaar voor het eerst in gebruik is genomen.

§ 2. Les intérêts respectivement visés au § 1^{er}, *a* et *b*, ne sont pris en considération pour la déduction que dans la mesure où ils se rapportent respectivement à la première tranche de 2 millions de francs ou de 1 million de francs du montant initial des emprunts, majorée de 15 ou de 30 p.c., selon que le contribuable a deux et trois ou plus de trois enfants à charge. Le nombre d'enfants à charge se calcule au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'emprunt.

La déduction des 40 p.c. des intérêts, calculés conformément à l'alinéa 1^{er}, s'opère durant douze périodes imposables successives au maximum, à raison de la différence entre d'une part, un montant égal à 80 ou 70, 60, 50, 40, 30, 20 et 10 p.c. de ces intérêts, selon qu'il s'agit des cinq premières périodes imposables ou respectivement de la sixième à la douzième période imposable durant lesquelles le revenu cadastral visé à l'article 7, §§ 1^{er} et 3, est compris dans le revenu imposable, et, d'autre part, le montant des intérêts déductibles visés au § 1^{er}, 2^o, et au § 3 de l'article 71.

Pour que le § 1^{er} soit applicable, il faut :

a) que le coût total de ces travaux, taxe sur la valeur ajoutée comprise, atteigne au moins 800 000 francs; lorsque la tranche d'emprunt calculée conformément à l'alinéa 1^{er} est supérieure au coût total des travaux, elle n'est prise en considération qu'à concurrence de ce coût;

b) que les prestations relatives à ces travaux aient été effectuées par une personne qui, au moment de la conclusion du contrat d'entreprise, était enregistrée comme entrepreneur conformément à l'article 299bis.

2^o Au titre I^{er}, chapitre III, section 1, du même Code la « sous-section 3^{ter} - article 87^{ter} », l'article 87^{ter} et l'article 88 deviennent respectivement la « sous-section 3^{quater} - article 87^{quater} », l'article 88 et l'article 88bis. »

Justification

Cet amendement tend à limiter la déduction des intérêts visés à l'article 12 du projet mais aussi à multiplier le nombre de ses bénéficiaires. Alors que dans le projet la déduction supplémentaire des charges d'intérêts hypothécaires constitue une déduction de revenus prévue à l'article 71, et qu'elle peut par conséquent se traduire par une réduction variable en fonction de l'importance du revenu imposable et du taux marginal d'imposition y afférent, nous optons dans notre amendement pour une réduction à un taux fixe de la déduction proposée dans le projet. Ce pourcentage a été fixé à 40 p.c. de manière à accorder surtout aux revenus moyens une déduction plus importante et à limiter cette réduction pour ceux dont le revenu est insuffisamment élevé pour qu'ils puissent acquérir une habitation, même sans cet incitant fiscal.

D'autre part, l'amendement modifie la modulation de la déduction en fonction des charges de famille. A cet égard, nous ne reconnaissons plus que 3 situations au lieu de 5. Les ménages sans enfants ou avec un seul enfant sont soumis à la limite ordinaire (tranche de 2 millions et tranche d'un million). Un ménage comptant 2 ou 3 enfants peut relever cette limite de 15 p.c. Un ménage comptant 4 enfants ou plus peut la relever de 30 p.c. A notre avis, ceci correspond également mieux à la réalité en matière de construction, à savoir que des aménagements importants ne sont nécessaires qu'à partir de 2 ou 4 enfants.

§ 2. De in § 1, *a*, respectievelijk *b*, bedoelde interesten komen slechts voor aftrek in aanmerking voor zover zij betrekking hebben op de eerste schijf van 2 miljoen, respectievelijk 1 miljoen frank, van het aanvangsbedrag van de leningen, bedrag dat wordt verhoogd met 15 of 30 pct. naargelang de belastingplichtige twee en drie of meer dan drie kinderen ten laste heeft. Het aantal kinderen wordt geteld op 1 januari van het jaar volgend op dat waarin de lening is gesloten.

De vermindering van 40 pct. van de overeenkomstig het eerste lid berekende interesten worden verricht gedurende ten hoogste twaalf opeenvolgende belastbare tijdperken, ten belope van het verschil tussen, eensdeels, 80 of 70, 60, 50, 40, 30, 20 en 10 pct. van die interesten naargelang het respectievelijk gaat om de eerste vijf belastbare tijdperken of het zesde tot en met het twaalfde belastbare tijdperk waarin het in artikel 7, §§ 1 en 3, bedoelde kadastraal inkomen in het belastbaar inkomen is opgenomen en, anderdeels, de in artikel 71, § 1, 2^o, en § 3, bedoelde aftrekbare interesten.

Voor de toepassing van § 1 is vereist dat :

a) de totale kostprijs van die werken, inclusief belasting over de toegevoegde waarde, ten minste 800 000 frank bedraagt; wanneer het gedeelte van de lening, berekend overeenkomstig het eerste lid, hoger is dan de totale kostprijs van die werken, wordt zij slechts in aanmerking genomen ten belope van die kostprijs;

b) de dienstverrichtingen met betrekking tot die werken zijn verricht door een persoon die, op het ogenblik van het sluiten van het ondernemingscontract, als aannemer geregistreerd is overeenkomstig artikel 299bis.

2^o In hetzelfde Wetboek wordt ni titel I, hoofdstuk III, afdeling 1, de « onderafdeling 3^{ter} en artikel 87^{ter} », artikel 87^{quater} en artikel 88 respectievelijk vervangen door « onderafdeling 3^{quater} en artikel 87^{quater} », artikel 88 en artikel 88bis. »

Verantwoording

Dit amendement strekt ertoe de aftrek van de in artikel 12 van het ontwerp bedoelde interesten te beperken maar tevens voor vele begunstigen te verruimen. Waar in het ontwerp de bijkomende aftrek voor hypothecaire interestlasten een aftrek van inkomsten vormde ingeschreven in artikel 71 en deze aftrek dan ook bijgevolg in functie van de hoogte van het belastbare inkomen en de eraan verbonden marginale aanslagvoet tot een uiteenlopende vermindering kan aanleiding geven, opteren wij in dit amendement voor een vermindering tegen een vast percentage op de in het ontwerp vooropgestelde aftrek. Dit vast percentage werd bepaald op 40 pct. om alzo vooral de middeninkomens een meer belangrijke aftrek te verschaffen en de vermindering te begrenzen voor diegenen waarvan het inkomen hoog genoeg is om ook zonder deze fiscale stimulans een woonhuis te verwerven.

In de tweede plaats wijzigt dit amendement de modulering van de aftrek in functie van kinderlast. Wij erkennen hierbij nog slechts 3 i.p.v. 5 situaties. Gezinnen zonder of met slechts 1 kind volgen de gewone begrenzing (schijf 2 resp. 1 miljoen). Een gezin met 2 of 3 kinderen mag deze grens verhogen met 15 pct. Een gezin met 4 of meer kinderen mag deze grens met 30 pct. doorbreken. Volgens ons sluit dit ook nauwer aan bij de bouwrealiteit waarbij slechts vanaf 2 of 4 kinderen grote aanpassingen noodzakelijk worden.

ART. 15

Supprimer le 3°, 4° et 5° de cet article.

Justification

L'accord de Gouvernement prévoit que ni la pression fiscale ni la pression parafiscale ne seront augmentées.

Il se fonde, par conséquent, sur l'optique du régime d'imposition normatif général, auquel les dépenses fiscales constituent une exception. Sinon, on ne peut pas expliquer que le Gouvernement veuille, comme il le dit, récupérer fiscalement 5 milliards sur les revenus de remplacement et ce, par le biais de l'harmonisation des régimes fiscaux pour les prépensions et les pensions.

(Pour le reste, le Gouvernement veut également réduire de 25 milliards d'autres dépenses fiscales.)

Si donc le Gouvernement entend à la fois ne pas augmenter la pression fiscale et supprimer la réduction d'impôt en faveur des prépensions, il doit d'abord démontrer que la réduction supplémentaire dont les prépensions bénéficient par rapport aux pensions est une dépense fiscale. Or il ne le peut pas.

Dans le tout premier inventaire des dépenses fiscales (1984), on n'avait classé comme dépenses fiscales à la rubrique 17a « Impôt des personnes physiques » que les réductions d'impôt, prises dans leur ensemble, pour pensions, revenus de remplacement, prépensions et allocations de chômage (réduction actuelle ad. article 87ter C.I.R.).

Prises dans leur ensemble, ces réductions peuvent éventuellement correspondre à la définition de la « dépense fiscale », qui est la suivante :

« Une moindre recette découlant d'encouragements fiscaux provenant d'une dérogation au système général d'un impôt déterminé, en faveur de certains contribuables ».

Toutefois, cette discussion éventuelle n'a rien à voir avec le sujet qui nous occupe : il suffit en effet de constater que la différence entre la réduction pour pensions et prépensions n'est pas une dépense fiscale :

En effet, cette réduction majorée pour prépensions ne correspond manifestement pas à la notion de « dépenses fiscales », puisque, globalement, aucune moins-value pour le Trésor public n'y est liée.

Quelle est la situation ?

On a offert et garanti aux travailleurs âgés une prépension spéciale, parce qu'on pouvait ainsi engager d'autres travailleurs à leur place.

A ces personnes qui ont décidé librement d'abandonner leur carrière professionnelle, on a garanti une prépension à laquelle on a promis qu'il ne serait pas porté atteinte par la voie fiscale : tels sont la base et le fondement de la « réduction majorée » pour prépensions instaurées en 1976.

(pour travailleurs âgés qui ont abandonné leur carrière professionnelle en application de la C.C.T. n° 17 du 19 décembre 1974 ou d'une C.C.T. analogue) — article 45 de la loi du 5 janvier 1976).

La loi du 29 novembre 1978 (article 22, 2°) a étendu ce régime aux personnes visées aux articles 22 à 32 de la loi du 30 mars 1976, ainsi qu'aux chômeurs âgés (articles 101 à 109 de la loi du 22 décembre 1977) et aux invalides âgés (articles 161 à 167 de la même loi).

Mais, comme cela a déjà été dit, cette différence ne représente pas une moins-value : étant donné les conditions appliquées en la matière, les prépensionnés ont été remplacés directement et immédiatement par d'autres travailleurs, dans la plupart des cas, bien sûr, des chômeurs, qui ont dès lors payé davantage d'impôts que lorsqu'ils étaient sans travail.

ART. 15

Let 3°, 4° en 5° van dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

Blijkens het Regeerakkoord zullen noch de fiscale, noch de parafiscale druk worden verhoogd.

Daarmee vertrekt men vanuit de optiek van het algemeen normatief belastingstelsel, waarop de fiscale uitgaven een uitzondering zijn. Anders is het immers niet te verklaren dat de Regering 5 miljard « fiscaal wil recupereren op vervangingsinkomens », zoals zij dat noemt, en dat via « harmonisering van het fiscaal regime van de brugpensioenen met dit van de pensioenen ».

(Voor het overige wil de Regering ook de andere fiscale uitgaven verminderen met 25 miljard.)

Indien de Regering dus én de fiscale druk niet wil verhogen, én tevens de belastingvermindering ten gunste van brugpensioenen wil afbouwen, moet zij daarom eerst hard maken dat de extra-vermindering die brugpensioenen genieten t.o.v. pensioenen een fiscale uitgave is. Dit kan zij niet.

In de allereerste inventaris der fiscale uitgaven (1984) was enkel onder nr. 17a « Personenbelasting » als fiscale uitgave geklasseerd de belastingverminderingen in hun geheel op de pensioenen, vervangingsinkomsten, brugpensioenen en werkloosheidsuitkeringen (huidige vermindering ad. artikel 87ter W.I.B.).

Als één geheel genomen kunnen die verminderingen misschien vallen onder de omschrijving van een fiscale uitgave die luidt :

« Een minderontvangst wegens fiscale tegemoetkomingen die voortvloeit uit een afwijking van het algemeen stelsel van een gegeven belasting ten voordele van zekere belastingplichtigen. »

Doch deze mogelijke discussie staat hier volledig buiten : het volstaat immers vast te stellen dat het verschil in aftrek tussen pensioenen en brugpensioenen geen fiscale uitgave is :

Op deze hogere aftrek voor brugpensioenen is immers manifest niet de notie fiscale uitgaven van toepassing, omdat er, globaal genomen, geen minderontvangst voor de Schatkist aan verbonden is.

Hoe zit de zaak ineen ?

Aan bejaarde werknemers werd een bijzonder brugpensioen aangeboden én gewaarborgd, omdat daardoor anderen in hun plaats andere konden worden aangeworven.

Aan deze vrijwillige vertrekkers uit een beroepsloopbaan werd een brugpensioen gegarandeerd, alsmede de belofte dat dit pensioen niet zou aangetast worden middels belastingen : dit is de basis en het fundament van de in 1976 ingevoerde « hogere vermindering » voor brugpensioenen.

(voor bejaarde werknemers die via C.A.O. nr. 17 van 19 december 1974 of gelijkaardige C.A.O. de beroepsloopbaan hebben verlaten) — artikel 45 van de wet van 5 januari 1976).

Bij de wet van 29 november 1978 (artikel 22, 2°) werd dit stelsel uitgebreid tot degenen bedoeld in artikel 22 tot 32 van de wet van 30 maart 1976, alsmede tot de oudere werklozen (artikel 101 tot 109) en de bejaarde invaliden (artikel 161 tot 167) van de wet van 22 december 1977).

Maar zoals gezegd is dit verschil immers geen minderontvangst : gezien de voorwaarden daaromtrent werden de bruggepensioneerden rechtstreeks en onmiddellijk vervangen door andere werknemers, uiteraard meestal werklozen, die alsdan méér belasting betalen dan als werkloze.

Compte tenu de la structure du régime des prépensions, la différence de réduction entre les pensions et les prépensions ne peut être qualifiée de dépense fiscale.

Aussi longtemps que le Gouvernement ne démontre pas qu'il entend demander une contribution sérieuse à la solution de ses problèmes budgétaires de la part de catégories de citoyens, tels que les nantis, les actionnaires et les capitalistes, qui ont été « gâtés » ces dernières années, il ne saurait être question pour nous de supprimer la réduction d'impôt accordée aux prépensionnés.

Subsidiairement :

Apporter à cet article les modifications suivantes :

A. Insérer après le 3° un 4° nouveau, libellé comme suit :

« 4° dans le § 2, 1°, les mots « ce montant étant diminué de 10 000 francs » sont supprimés. »

B. Renuméroter le 4° en 5°.

C. Insérer après le 5° un 6° nouveau, libellé comme suit :

« 6° dans le § 2, 3°, les mots « ce montant étant diminué de 10 000 francs » sont supprimés. »

D. Renuméroter respectivement le 5°, le 6° et le 7° du texte du projet en 7°, 8° et 9°.

E. Insérer après le 9° un 10° nouveau, libellé comme suit :

« 10° le § 3bis est abrogé. »

F. Supprimer l'8° du texte du projet.

G. Insérer un 11° nouveau, libellé comme suit :

« 11° Le § 4 est remplacé comme suit :

« § 4. La réduction visée au § 2 est accordée selon les modalités suivantes :

1° pour les ménages dont les deux conjoints disposent de revenus professionnels :

— lorsque le montant des revenus nets cumulés des différentes catégories visées à l'article 6, après l'application de l'article 71, est compris entre 750 000 et 1 500 000 francs, elle n'est accordée qu'à concurrence de la partie déterminée par la proportion entre, d'une part, la différence entre ces revenus et 750 000 francs et, d'autre part, 750 000 francs;

— lorsque le montant des revenus nets cumulés des différentes catégories visées à l'article 6, après l'application de l'article 71, est égal ou supérieur à 1 500 000 francs, elle n'est pas accordée;

2° pour tous les autres contribuables :

— lorsque le montant des revenus nets cumulés des différentes catégories visées à l'article 6, après l'application de l'article 71, est compris entre 600 000 et 1 200 000 francs, elle n'est accordée qu'à concurrence de la partie déterminée

Gezien de samenhang en de opbouw van dit stelsel brugpensioenen kan dus niet gesproken worden van een fiscale uitgave wat betreft het verschil in vermindering tussen pensioenen en brugpensioenen.

Zolang deze Regering niet bewijst dat zij ook andere bevolkingsgroepen, die de voorbije jaren in de watten werden gelegd, zoals de vermogenden, aandeelhouders en beleggers, niet ernstig een bijdrage wenst te vragen voor haar budgettaire problemen, kan wat ons betreft zeker geen sprake zijn van de afbraak van deze belastingvermindering voor bruggepensioneerden.

Subsidiar :

In dit artikel de volgende wijzigingen aan te brengen :

A. Na het 3° een nieuw 4° in te voegen, luidende :

« 4° in § 2, 1°, worden de woorden « welk bedrag wordt verminderd met 10 000 frank » geschrapt. »

B. Het 4° te vernummeren tot 5°.

C. Na het 5° een nieuw 6° in te voegen, luidende :

« 6° in § 2, 3°, worden de woorden « welk bedrag wordt verminderd met 10 000 frank » geschrapt. »

D. Het 5°, 6° en 7° van de ontwerp-tekst respectievelijk te vernummeren tot 7°, 8° en 9°.

E. Na het 9° een nieuw 10° in te voegen, luidende :

« 10° § 3bis wordt opgeheven. »

F. Het 8° van de ontwerp-tekst te doen vervallen.

G. Een nieuw 11° in te voegen, luidende :

« 11° § 4 wordt vervangen door wat volgt :

« § 4. De in § 2 bedoelde vermindering wordt :

1° voor gezinnen waarvan beide echtgenoten bedrijfsinkomsten genieten :

— wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, begrepen is tussen 750 000 en 1 500 000 frank, slechts verleend tot beloop van een gedeelte dat wordt bepaald door de verhouding tussen eensdeels het verschil tussen deze inkomsten en 750 000 frank en anderdeels 750 000 frank;

— wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, 1 500 000 frank of meer bedraagt, niet verleend.

2° voor alle andere belastingplichtigen :

— wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, begrepen is tussen 600 000 en 1 200 000 frank, slechts verleend tot beloop van een gedeelte

par la proportion entre, d'une part, la différence entre ces revenus et 600 000 francs et, d'autre part, 600 000 francs;

— lorsque le montant des revenus nets cumulés des différentes catégories visées à l'article 6, après l'application de l'article 71, est égal ou supérieur à 1 200 000 francs, elle n'est pas accordée. »

Justification

En ce qui concerne le A :

Avant la loi du 11 avril 1983, chaque redevable pouvait déduire 10 000 francs de son revenu professionnel (ancien art. 62). De ce fait, le législateur tenait compte de cet abattement pour le calcul de la réduction spécifique aux revenus de remplacement.

Or, l'abattement de 10 000 francs étant supprimé pour tout bénéficiaire de revenus professionnels, il n'y a plus aucune raison de le maintenir pour le calcul de la réduction dans le cas des revenus de remplacement.

Au lieu d'un avantage fiscal chiffré en toute équité, nous voilà en présence d'une modération renforcée. Nous le regrettons pour les catégories de revenus concernées et nous voulons donc supprimer cette disposition.

Lors de la discussion de la loi portant des dispositions fiscales du 27 décembre 1984, le Ministre répondit que cet abattement de 10 000 francs avait été prévu pour mettre tous les contribuables sur un pied d'égalité. Si l'on veut continuer à traiter tous les contribuables sur un pied d'égalité, il faut maintenir les 10 000 francs dont on tient compte pour le calcul de la réduction d'impôts relative aux revenus de remplacement (cf. rapport de la Commission de la Chambre, p. 118).

Or, la thèse du Ministre peut se réfuter facilement. Il n'y a pas d'égalité en matière fiscale. Pourquoi les titulaires de revenus mobiliers ne sont-ils en grande partie taxés sur ces revenus qu'à un taux de 25 p.c. ? Pourquoi les propriétaires de logements loués à usage privé ne sont-ils taxés que sur la base de revenus locatifs fictifs et dépassés ? Pourquoi certaines prestations sont-elles taxées au taux de 16,5 p.c. ? Tout cela se fait-il dans le cadre de l'égalité ? Non. Au cours des années, la législation fiscale est devenue pour le Gouvernement un instrument politique important. De là tous ces abattements, réductions, etc., dans les codes fiscaux. Nous demandons donc explicitement la suppression de l'abattement de 10 000 francs lors du calcul de la diminution d'impôts pour les revenus de remplacement, dans le cadre d'une discrimination positive en faveur de ceux qui doivent vivre de tels revenus.

Si certains nantis peuvent compter sur des mesures de faveur de la part du Gouvernement, nous considérons que, dans le cadre de l'égalité, des mesures de faveur sont également et incontestablement nécessaires pour les pensionnés, les malades, les invalides et les chômeurs.

En ce qui concerne le E et le G :

Cet amendement veut instaurer une dégressivité uniforme de la réduction d'impôt pour les revenus de remplacement. Il va à l'encontre de toute équité, tout en compliquant inutilement le C.I.R., de prévoir dans un même article pour les revenus de remplacement, qui sont pourtant alloués dans un seul et même but, un traitement aussi différent entre l'allocation de chômage et les autres revenus de remplacement.

En deuxième lieu, nous introduisons une autre distinction selon que les deux époux disposent de revenus professionnels ou non. Les cotisations de la sécurité sociale sont versées par chaque assuré individuellement. L'homme et la femme qui exercent tous les deux une profession et dont le revenu individuel correspond à celui d'un tiers isolé ou de l'unique gagne-pain d'un ménage, paient deux fois les cotisations

dat wordt bepaald door de verhouding tussen eensdeels het verschil tussen deze inkomsten en 600 000 frank en anderdeels 600 000 frank;

— wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, 1 200 000 frank of meer bedraagt, niet verleend. »

Verantwoording

Wat het amendement onder A betreft :

Tot vóór de wet van 11 april 1983 mocht elke belastingplichtige van zijn bedrijfsinkomsten nog 10 000 frank aftrekken (oud art. 62). Vandaar ook dat de wetgever voor het berekenen van de specifieke vermindering voor vervangingsinkomens hiermee rekening hield.

Nu die 10 000 frank aftrek moest ingeleverd worden door iedereen met bedrijfsinkomsten, is er geen reden meer om die aftrek van 10 000 frank bij de berekening van de vermindering voor vervangingsinkomens te behouden.

In plaats van een rechtvaardige verrekening van een fiscaal voordeel zitten we hier nu met een inlevering binnen de inlevering. En dit betreuren wij voor de betrokken inkomsgroepen en wensen we dan ook op te heffen.

Bij de bespreking van de wet van 27 december 1984 houdende fiscale bepalingen antwoordde de Minister hierop dat die aftrek van 10 000 frank bedoeld was om alle belastingplichtigen op gelijke voet te stellen. Wil men die gelijkstelling behouden, dan moet de bedoelde aftrek van 10 000 frank die geldt voor de berekening van de belastingvermindering voor vervangingsinkomens behouden blijven (zie verslag Kamercommissie, blz. 117).

Deze stelling van de Minister kan echter gemakkelijk doorprikt worden. Er is geen gelijkstelling binnen fiscale materies. Waarom worden bezitters van roerende inkomsten in belangrijke mate maar belast aan een aanslagvoet van 25 pct. op deze inkomsten ? Waarom worden verhuurders van woningen die gebruikt worden voor privé-gebruik belast op basis van fictieve, voorbijgestreefde huurinkomsten ? Waarom worden bepaalde uitkeringen belast aan een tarief van 16,5 pct. ? Gebeurt dit allemaal in het kader van de gelijkstelling ? Neen. De belastingwetgeving is door de jaren heen een beleidsinstrumentarium geworden voor de Regering. Vandaar alle aftrekken, verminderingen, enz. in de fiscale wetboeken. Wij vragen nu expliciet de schrapping van de aftrek van 10 000 frank bij de berekening van de belastingvermindering voor vervangingsinkomens in het kader van een positieve discriminatie ten gunste van mensen die van dergelijke inkomens moeten leven.

Indien bepaalde vermogenden beroep kunnen doen op gunstmaatregelen van de Regering, dan vinden we dat in het kader van de gelijkstelling ook gunstmaatregelen voor gepensioneerden, zieken, invaliden en werklozen zeker noodzakelijk zijn.

Wat de amendementen onder E en G betreft :

Dit amendement strekt ertoe een uniforme afbouw te voorzien van de belastingvermindering voor alle vervangingsinkomens. Het is onverantwoord zowel vanuit het oogpunt van de rechtvaardigheid, als m.b.t. de vereenvoudiging van het W.I.B. in een zelfde artikel voor vervangingsinkomsten, die dan toch telkens hetzelfde doel hebben, een veruitedreven verschillende behandeling te voorzien, naargelang het gaat om werkloosheidsuitkeringen of andere vervangingsinkomens.

In de tweede plaats bouwen wij wel een ander verschil in, naargelang het al dan niet een gezin betreft waarin beide partners bedrijfsinkomsten bezitten. De sociale zekerheid is iets waarvoor elke verzekerde nog altijd individueel betaalt. Een man en een vrouw die beiden gaan werken en allebei hetzelfde inkomen hebben als een derde die alleenstaande is of enige inkomenstrekker in het gezin, betalen dubbel zoveel

de la sécurité sociale. Nous voulons bien admettre que ces personnes n'ont pas nécessairement droit au double, mais nous trouvons que la distinction prévue dans le présent amendement constitue le gage d'une meilleure équité.

Cet amendement a déjà été déposé lors de la discussion de la loi du 27 décembre 1984. Le Ministre avait alors souligné que la différence essentielle entre la suppression de la réduction d'impôts, d'une part, en faveur des allocations de chômage (d'un montant situé entre 600 000 francs et 750 000 francs) et, d'autre part, en faveur des pensions, (d'un montant situé entre 600 000 francs et 1 200 000 francs, et suppression limitée aux 2/3), vient du fait que les allocations de chômage n'ont qu'un caractère temporaire, alors que les autres revenus de remplacement ont le plus souvent un caractère définitif (rapport de la Commission de la Chambre, p. 113).

Nous contestons cette affirmation et invitons instamment le Ministre à demander à ses collègues des Affaires sociales et de l'Emploi et du Travail de lui faire savoir quelle est la durée moyenne du chômage, d'une part, et de la maladie, d'autre part. Peut-être en viendra-t-il alors lui aussi à la constatation déconcertante que son raisonnement reposait sur des informations erronées.

ART. 29bis (nouveau)

Insérer un article 29bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 29bis. — 1° A l'article 135, § 1^{er}, deuxième alinéa, 2°, du même Code, modifié par l'article 5, 2°, de l'arrêté royal n° 16 du 19 mars 1982, remplacer les mots « compris dans la base de l'impôt des sociétés en vertu des articles 98 et 99 » par les mots « réellement compris dans le bénéfice imposable de la société en application des articles 98 et 99 ».

2° A l'article 197, § 1^{er}, du même Code, insérer un 2°bis, libellé comme suit :

« 2°bis. le montant de la déduction du crédit d'impôt prévue à l'article 191, premier alinéa, 1°, a, ne peut pas dépasser la quotité de l'impôt des personnes physiques qui est proportionnellement afférente aux revenus mobiliers auxquels ce crédit d'impôt se rapporte et qui sont compris dans le revenu imposable globalement. »

3° Remplacer l'article 204 du même Code, modifié par l'article 77 de la loi du 25 juin 1973, par la disposition suivante :

« Article 204. — Les montants déductibles au titre de crédit d'impôt et de précompte professionnel visés aux articles 135, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 185, ne peuvent pas dépasser la quotité de l'impôt qui est proportionnellement afférente aux revenus professionnels auxquels ce crédit d'impôt ou ce précompte professionnel se rapporte, et l'excédent ne peut être restitué. »

Justification

Cet amendement veut mettre fin à l'interprétation par trop inconséquente que le législateur donne depuis 1973 à l'application du crédit d'impôt. Sous prétexte d'éviter la double imposition, on instaure ici en effet dans un certain nombre de cas une dépense fiscale fictive pour laquelle il n'existe aucune justification.

bijdragen aan de sociale zekerheid. Wij kunnen begrijpen dat dit deze mensen niet onmiddellijk recht geeft op het dubbele, maar vinden een onderscheid zoals dit voorzien wordt in dit amendement niet meer dan rechtvaardig.

Ook dit amendement werd reeds bij de bespreking van de wet van 27 december 1984 ingediend. De Minister wees er toen op dat het wezenlijk verschil tussen de afbouw van de belastingvermindering enerzijds voor de werkloosuitkeringen (600 000 — 750 000) en anderzijds voor de pensioenen, enz. (600 000 — 1 200 000 en afbouw beperkt tot 2/3) ingegeven was door het feit dat de werkloosheidsuitkeringen maar een tijdelijk karakter hebben, terwijl de andere vervangingsinkomens meestal een definitief karakter hebben (Kamercommissie, p. 118).

Wij trekken dit laatste sterk in twijfel en verzoeken de Minister met aandrang bij zijn collega's van Sociale Zaken en Arbeid en Tewerkstelling eens de gemiddelde duur op te vragen van enerzijds werkloosheid en anderzijds ziekte. Misschien komt hij dan ook wel tot de onthutsende constatacie dat zijn redenering op verkeerde informatie beruiste.

ART. 29bis (nieuw)

Een artikel 29bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 29bis. — 1° In artikel 135, § 1, tweede lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit nr. 16 van 19 maart 1982, worden de woorden « dat ingevolge de artikelen 98 en 99 in de grondslag van de vennootschapsbelasting is opgenomen » vervangen door de woorden « dat in uitvoering van de artikelen 98 en 99 werkelijk is opgenomen in de belastbare winst van de vennootschap. »

2° In artikel 197, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt een 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis. mag de aftrek van het belastingkrediet als bedoeld in artikel 191, eerste lid, 1°, a, niet meer bedragen dan dat deel van de personenbelasting, dat evenredig betrekking heeft op de roerende inkomsten waarop dat belastingkrediet slaat, en die zijn opgenomen in het gezamenlijk belastbaar inkomen. »

3° Artikel 204 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 77 van de wet van 25 juni 1973 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 204. — De bedragen die aftrekbaar zijn als belastingkrediet en als bedrijfsvoorheffing als bedoeld in de artikelen 135, § 1, tweede lid, 2°, en 185, mogen het gedeelte van de belasting, dat evenredig betrekking heeft op de bedrijfsinkomsten waarop dat belastingkrediet of die bedrijfsvoorheffing slaat, niet overtreffen, en het overschot mag niet worden teruggegeven. »

Verantwoording

Met dit amendement wensen we een einde te maken aan de al te grillige interpretatie die de wetgever sinds 1973 geeft aan de toepassing van het belastingkrediet. Onder het mom van het vermijden van dubbele belasting wordt hier immers in een aantal gevallen een verdoken fiscale uitgave ingesteld waarvoor geen enkele rechtvaardiging bestaat.

Le 1° porte sur l'article 135. Jusqu'ici, l'article 135, § 1^{er}, deuxième alinéa, 2°, C.I.R., se bornait à faire référence à la base théorique dont relèvent les tantièmes, etc., en question à l'impôt des sociétés. L'article 77 de l'arrêté royal d'exécution du Code dispose expressément *in fine* du deuxième alinéa que le crédit d'impôt sur les tantièmes en question est toujours applicable, « même si les revenus auxquels le crédit d'impôt se rapporte n'ont pas été ou n'ont été que partiellement soumis à l'impôt des sociétés ou n'y ont été soumis qu'à un taux réduit. »

Dans un projet de loi qui retire aux avantages sociaux leur caractère de dépenses fiscales, on ne saurait laisser subsister ce traitement de faveur dont les administrateurs bénéficient quant à leurs tantièmes, et qui, dans bien des cas, constitue même une réduction d'impôt injustifiée lorsqu'il n'est perçu effectivement aucun impôt des sociétés. Cette dépense fiscale (puisque'il y a toujours crédit d'impôt) est même inscrite en toutes lettres dans la législation fiscale alors qu'elle n'est pas reprise dans l'inventaire des dépenses fiscales.

Par cet amendement, nous entendons réserver l'octroi d'un crédit d'impôt aux situations où il est effectivement payé un impôt des sociétés.

L'attention est attirée sur le fait que si, pour des considérations d'ordre pratique, l'amendement n'exige pas le taux plein de l'impôt des sociétés, ce fait n'en constitue pas moins une concession importante.

L'arrêté royal pourra régler de manière appropriée ces cas limites où le total des tantièmes imposables dans le chef de la société s'avère finalement supérieur aux bénéfices nets effectivement soumis à l'impôt.

Enfin, remarquons encore que le même mal (déduction d'un crédit d'impôt parfois fictif s'il n'a pas été perçu d'impôt des sociétés dans le chef du débiteur de ces revenus) existe également en ce qui concerne le crédit d'impôt des revenus mobiliers (dividendes), mais qu'une solution analogue ne peut être adoptée à leur égard étant donné que toutes les actions ne sont pas nominatives. Le problème ne se pose toutefois pas pour les administrateurs qui sont tous nommément connus et qui, en outre, sont identifiables très précisément par société au moment des relevés annuels prescrits par les articles 118 et 119 de l'arrêté royal d'exécution du Code.

Le 2° concerne l'imputation du crédit d'impôt à l'impôt des personnes physiques. Au 1°, nous posons la condition d'un paiement effectif à l'impôt des sociétés. Ici, nous réservons la déduction du crédit d'impôt au cas où l'impôt porte sur les revenus mobiliers auxquels le crédit d'impôt a été rattaché.

Actuellement, le crédit d'impôt visé à l'article 135 C.I.R. est entièrement imputable, en ce qui concerne les revenus mobiliers, à l'impôt afférent à l'ensemble des revenus mobiliers, c'est-à-dire aussi aux revenus sur lesquels ne porte pas la double imposition à laquelle le crédit d'impôt doit remédier.

Cette tolérance, déjà critiquable en elle-même, est encore devenue plus étonnante depuis l'instauration du « précompte mobilier libérateur » à partir de l'exercice d'imposition 1985.

Etant donné que, par suite de la suppression simultanée de la déclaration obligatoire (art. 220bis C.I.R.), le contribuable pourra déterminer lui-même à partir de cet exercice d'imposition la quotité de ses revenus mobiliers qu'il souhaite déclarer, ledit contribuable pourra, au détriment du Trésor, tirer le rendement maximum du crédit d'impôt dont il bénéficie pour certains revenus mobiliers, en choisissant par exemple la formule dans laquelle le crédit d'impôt, imputé en premier sur les revenus mobiliers, se trouve épuisé complètement ou pour la plus grande partie, après quoi il pourra encore attendre de l'Etat la restitution du précompte mobilier afférent à une partie de ses revenus mobiliers.

Met het 1° grijpen we in op artikel 135. In artikel 135, § 1, tweede lid, 2° W.I.B. wordt tot nu toe alleen verwezen naar de theoretische grondslag waaronder bedoelde tantièmes enz., onder de vennootschapsbelasting vallen. Artikel 77 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek stelt *in fine* van het tweede lid uitdrukkelijk dat het belastingkrediet op tantièmes in kwestie altijd van toepassing is, « zelfs zo de inkomsten waarop het belastingkrediet betrekking heeft niet of slechts gedeeltelijk aan de vennootschapsbelasting zijn onderworpen of er slechts tegen verlaagde aanslagvoet aan onderworpen zijn. »

In een wetsontwerp waarin de sociale voordelen als fiscale uitgave worden geschrapt, kan niet voorbijgegaan worden aan deze gunstbehandeling die bestuurders inzake hun tantièmes genieten, en die in veel gevallen een even onverantwoorde belastingvermindering vormt wanneer er geen effectieve vennootschapsbelasting is geheven. Deze fiscale uitgave (altijd belastingkrediet) is zelfs open en bloot in de fiscale wetgeving geafficheerd, terwijl ze niet is opgenomen in de inventaris van de fiscale uitgaven.

Met dit amendement wensen we de toekenning van een belastingkrediet alleen voor te behouden voor situaties waarin er wel degelijk vennootschapsbelasting werd betaald.

De aandacht wordt erop gevestigd dat het amendement geen voorwaarde van vol tarief vennootschapsbelasting stelt, hetgeen weliswaar is ingegeven uit praktische overwegingen, maar evenzeer toch nog een aanzienlijke toegeving betekent.

Voor die randgevallen waarin het totaal der tantièmes belastbaar in hoofde van de vennootschap uiteindelijk hoger zou blijken te liggen dan de netto-winst die effectief aan belastingheffing onderworpen is, kan het koninklijk besluit daarin passend voorzien.

Tot slot moet worden opgemerkt dat hetzelfde euvel (aftrek van soms fictief belastingkrediet indien er geen vennootschapsbelasting is geheven in hoofde van de uitkerder van die inkomsten) ook bestaat voor het belastingkrediet op de roerende inkomsten (dividenden), doch ter zake kan geen analoge regeling worden uitgewerkt gezien niet alle aandelen op naam zijn. Zulk probleem stelt zich echter niet bij de bestuurders die allen bij naam bekend zijn, en die daarenboven per vennootschap nauwkeurig gekend zijn middels de jaarlijkse opgaven als voorgeschreven in artikelen 118 en 119 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek.

Met het 2° grijpen we in de verrekening van het belastingkrediet in de personenbelasting. In het 1° stellen we dat er effectief vennootschapsbelasting moet zijn betaald. Hier stellen we dat het belastingkrediet maar kan afgetrokken worden voor zover er belasting drukt op de roerende inkomsten waarmee het belastingkrediet verbonden werd.

Thans is het belastingkrediet bedoeld in artikel 135 W.I.B. wat betreft de roerende inkomsten volledig verrekenbaar met de belasting die drukt op alle roerende inkomsten, dus ook die inkomsten waarop niet de dubbele belasting drukt waaraan het belastingkrediet moet tegemoet komen.

Dergelijke toegeeflijkheid, die reeds op zichzelf bekritiseerbaar is, is des te frappanter geworden door de invoering, vanaf het aanslagjaar 1985, van de « bevrijdende roerende voorheffing ».

Aangezien de belastingplichtige door de terzelfder tijd doorgevoerde opheffing van de aangifteplicht (art. 220bis W.I.B.) met ingang van dat aanslagjaar zelf zal kunnen bepalen welk deel van zijn roerende inkomsten hij wenst aan te geven, kan dergelijke belastingplichtige zijn belastingkrediet dat hij geniet m.b.t. sommige roerende inkomsten maximaal en ten nadele van de Schatkist laten renderen, door bijvoorbeeld die vorm te kiezen waarbij het belastingkrediet, dat als eerste wordt aangerekend op roerende inkomsten, volledig of hoofdzakelijk wordt uitgeput, waarna hij vanwege de Staat nog een teruggave kan verwachten van de roerende voorheffing m.b.t. een deel van zijn roerende inkomsten.

Aussi, le moment est-il venu de limiter l'imputation du crédit d'impôt des dividendes à l'impôt qui pèse sur ces dividendes pour le calcul de l'impôt du revenu imposable globalement auquel lesdits dividendes ont été incorporés selon le vœu même de l'intéressé.

L'objet du 3° est de rétablir, en ce qui concerne le crédit d'impôt afférent aux tantièmes, etc., des administrateurs, la situation antérieure à la modification de l'article 204 C.I.R. par l'article 77 de la loi du 25 juin 1973.

Depuis la modération permanente appliquée aux tantièmes des administrateurs (cf. arrêtés royaux 14 et 144, et la loi de redressement du 31 juillet 1984), il est d'autant plus frappant de devoir constater que les administrateurs, en contradiction avec l'esprit même de ce crédit d'impôt, ont été autorisés, sans interruption depuis 1973 et en toute légalité, à épuiser leur crédit d'impôt (parfois même fictif) sur l'ensemble de leurs revenus professionnels, c'est-à-dire également sur la partie de leurs autres revenus professionnels qui n'est pas touchée par une « double imposition ».

Cette possibilité est, nous l'avons dit, contraire à l'esprit même de la mesure et au système tel qu'il a existé entre 1962 et 1973.

Notre amendement tend à remédier à cette situation.

ART. 33

A cet article, remplacer les mots « respectivement remplacés par les taux de 48 p.c. et 43 p.c. » par les mots « remplacés par le taux de 43 p.c. ».

Justification

Si le Gouvernement veut faire un effort en vue d'attirer les entreprises étrangères, un premier pas nous paraît être de soumettre leurs bénéfices au même taux d'imposition que leurs concurrents belges.

Nous considérons que c'est la logique même, mais cette mesure semble trop simple pour que ce Gouvernement s'en rende compte et la mette en œuvre.

ART. 46

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« L'article 212, alinéa 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'article unique de la loi du 17 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de revente d'un immeuble que le vendeur ou ses auteurs ont acquis par un acte ayant subi le droit de 12,5 p.c. ou de 6 p.c. fixé pour les ventes, ce droit est restitué à concurrence des trois cinquièmes si la revente est constatée par un acte authentique passé dans les cinq ans de la date de la convention d'acquisition. »

Justification

Cet amendement, qui concerne le droit à la restitution d'une partie des droits d'enregistrement en cas de revente, vise :

a) à l'étendre aux immeubles bâtis soumis aux droits d'enregistrement de 6 p.c., c'est-à-dire les immeubles dont le revenu cadastral est inférieur à 30 000 francs;

b) à le limiter aux cas dans lesquels la revente a lieu un an au moins, mais cinq ans au plus après la date d'acquisition. Pour ce qui

Daarom is het ogenblik aangebroken om de verrekening van het belastingkrediet op dividenden te beperken tot de belasting die op die dividenden drukt bij de berekening van de belasting van het gezamenlijk belastbaar inkomen waarin bedoelde dividenden naar de wens zelf van de betrokkene zijn opgenomen.

Met het 3° wordt beoogd, qua belastingkrediet voor tantièmes etc. in hoofde van bestuurders, de toestand te herstellen zoals die bestond vóór de wijziging van artikel 204 W.I.B. door artikel 77 van de wet van 25 juni 1973.

Sinds de voortdurende opgelegde matiging van tantièmes van bestuurders (vgl. de koninklijke besluiten 14 en 144, en de herstellwet van 31 juli 1984) is het des te frappanter te moeten vaststellen dat bestuurders, en dit in tegenstelling met de opzet zelf van dat belastingkrediet, sinds 1973 onafgebroken, en in volle wettelijkheid, hun (soms zelfs fictief) belastingkrediet mogen « opgebruiken » over al hun bedrijfsinkomsten, dus ook over dat deel van hun overige bedrijfsinkomsten dat niet getroffen is door een « dubbele belasting ».

Deze mogelijkheid staat, zoals gezegd, in tegenstelling met het opzet zelf, en het stelsel zoals dit heeft bestaan tussen 1962 en 1973.

Het amendement probeert deze toestand terug recht te trekken.

ART. 33

In dit artikel de woorden « vervangen door de tarieven van 48 pct. en 43 pct. » te vervangen door de woorden « te vervangen door het tarief van 43 pct. ».

Verantwoording

Indien de Regering een inspanning wenst te leveren op het vlak van het aantrekken van buitenlandse bedrijven, dan lijkt het ons een eerste stap om de winsten van deze bedrijven aan een zelfde tarief te onderwerpen als die van hun Belgische concurrenten.

Dit lijkt ons de logica zelve. Alleen schijnt deze maatregel te eenvoudig te zijn voor deze Regering om dit op te merken en uit te voeren.

ART. 46

Dit artikel te vervangen als volgt :

« Artikel 212, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij het enig artikel van de wet van 17 juli 1985, wordt vervangen als volgt :

« Bij wederverkoop van een gebouwde onroerende goed dat door de verkoper of zijn rechtsvoorgangers werd verkregen bij een akte waarop het voor verkoop gevestigde recht van 12,5 of 6 pct. werd betaald, wordt dit recht ten bedrag van drie vijfde teruggegeven zo de wederverkoop vastgesteld is bij authentieke akte verleden tussen één en vijf jaar na de datum van de akte van de verkrijging. »

Verantwoording

Met dit amendement wensen we het recht op teruggaaf van een deel van de registratierechten bij wederverkoop :

a) uitbreiden tot gebouwde onroerende goederen die onderworpen werden aan het registratierecht van 6 pct. — d.w.z. de onroerende goederen met een kadastraal inkomen onder de 30 000 frank;

b) beperken tot situaties waarvan de wederverkoop plaatsvindt minstens 1 jaar doch ten laatste 5 jaar na de aankoop. De periode van

est de la période d'un an pendant laquelle aucune restitution n'a lieu. L'explication est que nous ne souhaitons développer aucun système de nature à encourager des formes de spéculation simples tout à fait contraires aux formes « acquisition-amélioration-revente » que nous entendons nous aussi promouvoir. Il nous semble qu'il n'est pas exagéré de prévoir une période d'un an pour permettre la réalisation de ces travaux d'amélioration.

ART. 48

Supprimer cet article.

Justification

La technique de financement des sociétés du logement — Société nationale du logement (S.N.L.) et Société nationale terrienne (S.N.T.) — consiste à contracter des emprunts avec garantie de l'Etat sur le marché des capitaux. Elles y procèdent aux conditions normales du marché en matière de durée et de taux d'intérêt. Ces fonds sont prêtés à un taux d'intérêt peu élevé, pour une durée de 66 ans, aux sociétés du logement agréées, en ce qui concerne la S.N.L., et à des particuliers pour une durée maximale de 30 ans en ce qui concerne la S.N.T. Les Régions paient la différence d'intérêt (sauf pour les emprunts contractés avant le 1^{er} janvier 1975). Chaque année, l'Etat ou les Régions suppléent la différence entre les remboursements et/ou les amortissements des emprunts contractés par la S.N.L. sur le marché des capitaux et les annuités payées par les sociétés du logement agréées. (Evidemment, l'Etat et les Régions récupèrent ces montants à terme, au fur et à mesure que les sociétés agréées honorent leurs engagements.) Cette technique est appelée communément la technique du préfinancement.

Il s'ensuit que pour la période 1985-1990, les Régions et/ou l'Etat doivent s'acquitter de 224,7 milliards de dettes (montants en millions) :

Période — Periode	Charges brutes <i>Bruto-lasten</i>	Annuités <i>Annuititeiten</i>	Charges nettes <i>Netto-lasten</i>
1985 —> 1990	291 553,6	66 762,9	224 796,7
1991 —> 2000	56 166,2	105 372,3	-49 206,1
1985 —> 2000	347 725,8	172 135,2	175 590,6

De ces 225 milliards, 67,3 milliards auraient trait à des dettes contractées avant le 31 décembre 1979, qui sont à charge de l'Etat. En effet, la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux a prévu une solution à ce propos : les remboursements et amortissements en capital des emprunts contractés entre le 1^{er} janvier 1975 et le 31 décembre 1979 ont été pris en charge par l'Etat (de même que les intérêts et les amortissements en capital des emprunts conclus en 1975 et 1976 pour honorer des engagements pris avant le 1^{er} janvier 1975).

Toute la discussion tourne donc principalement autour de la charge des dettes relatives au logement qui ont été contractées depuis 1980 dans le secteur du logement social. Pour la période 1985-1990, il s'agit d'un montant total de 157,4 milliards, qui doit être pris en charge par l'Etat et/ou les Régions. En font donc partie :

- les paiements des intérêts des emprunts contractés entre le 1^{er} janvier 1975 et le 31 décembre 1979;
- les amortissements en capital et les intérêts (donc, toutes les charges financières) des emprunts contractés depuis 1980.

Durant la dernière législature, le Ministre des Finances de l'époque, M. Grootjans, avait proposé une imputation nationale de 100 milliards (sur un total de 157,4). En échange, l'Etat aurait alors droit aux remboursements des sociétés agréées de la S.N.L. et de la S.N.T. Cependant,

1 jaar waarbinnen geen teruggave gebeurt laat zich verklaren doordat we geen gunstregimes wensen te ontwikkelen voor simpele vormen van speculatie die totaal tegengesteld staan aan vormen van aankoop-verbetering-wederverkoop die ook wij wensen te bevorderen. De periode van 1 jaar lijkt ons voor deze verbeteringswerken toe te laten niet overdreven.

ART. 48

Dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

De financieringstechniek van de huisvestingsmaatschappijen — Nationale Maatschappij van de huisvesting (N.M.H.) en Nationale Landmaatschappij (N.L.M.) — bestaat erin leningen met staatswaarborg aan te gaan op de kapitaalmarkt. Dit gebeurt aan normale marktvoorwaarden inzake looptijd en rentevoet. Deze gelden worden tegen een lage interest uitgeleend op 66 jaar aan de erkende huisvestingsmaatschappijen, wat de N.M.H. betreft, én aan particulieren op max. 30 jaar wat de N.L.M. aangaat. De Gewesten betalen het interestverschil (behalve voor de leningen aangegaan vóór 1 januari 1975). Jaarlijks wordt het verschil tussen de terugbetalingen en/of aflossingen van de leningen aangegaan door de N.M.H. op de kapitaalmarkt en de annuïteiten die betaald worden door de erkende huisvestingsmaatschappijen door de Staat of de Gewesten bijgepast. (Op termijn krijgen zij dit bedrag natuurlijk terug naarmate dat de erkende maatschappijen hun verbintenissen honoreren.) Deze techniek wordt gemeenzaam de pre-financieringstechniek genoemd.

Het resultaat hiervan is dat de Gewesten en/of de Staat tijdens de periode 1985-1990 voor 224,7 miljard aan schuldenlasten dienen af te betalen (bedragen in miljoenen) :

Van die 225 miljard zou 67,3 miljard betrekking hebben op schulden aangegaan vóór 31 december 1979 die ten laste van de Staat vallen. In de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en lasten van het verleden van de Gemeenschappen, Gewesten en de nationale economische sectoren is hiervoor immers een oplossing voorzien : de kapitaalaflossingen en -terugbetalingen van de leningen die tussen 1 januari 1975 en 31 december 1979 werden aangegaan, werden door de Staat ten laste genomen (evenals de interesten + kapitaalaflossingen van de leningen afgesloten in 1975 en 1976 om verbintenissen te honoreren die vóór 1 januari 1975 werden aangegaan).

De ganse discussie gaat dan ook vnl. over de huisvestingslasten van de schulden die sinds 1980 in de sector van de sociale huisvesting werden aangegaan. Voor de periode 1985-1990 gaat het om een totaal bedrag van 157,4 miljard dat door de Staat en/of de Gewesten ten laste genomen te worden. Hierin zitten dus vervat :

- interestbetalingen voor de leningen tussen 1 januari 1975 en 31 december 1979;
- kapitaalaflossingen en interesten (dus alle financiële lasten) van de leningen die sinds 1980 zijn aangegaan.

Tijdens de vorige legislatuur heeft de toenmalige Minister van Financiën Grootjans het voorstel gedaan om 100 miljard (van de 157,4 in totaal) nationaal te laten aanrekenen. In ruil zou de nationale overheid dan rechthebben op de terugbetalingen van de erkende vennoot-

le Ministre Verhofstadt allait dès le début remettre en question ce compromis : en effet, il est partisan d'une plus grande prise en charge par les Régions. En outre, les ministres wallons allaient manifester leur opposition. En effet, la proposition de M. Grootjans comportait les deux principes suivantes :

— en ce qui concerne les emprunts contractés pour le financement de travaux, il était proposé de retenir comme clef de répartition les paiements effectifs correspondant à ces emprunts;

— en ce qui concerne les emprunts de refinancement, M. Grootjans proposait d'en répartir les charges en fonction des arriérés constatés pour chacune des parties concernées, à la fin de chaque exercice.

Les ministres wallons (ainsi que les bruxellois) n'acceptent pas ce système, parce qu'ils estiment que dans le passé, la Flandre a pu mieux respecter ses engagements en dépassant systématiquement sa ligne de crédits sans intérêts auprès du Trésor (1). On peut y objecter que la Wallonie a refusé de payer jusqu'en 1984. En août 1984, elle s'est tout d'un coup acquittée de 8 milliards, si bien que la ligne de crédit wallonne a soudain été dépassée sensiblement : en d'autres termes, la Wallonie a imité l'exemple flamand.

Les auteurs du présent amendement adoptent comme point de vue que les investissements qui résultent de décisions régionales prises durant la période subséquente à la réforme de l'Etat, plus précisément après l'installation du Conseil flamand, doivent être supportés par les Régions. Il faut que la répartition entre les différentes Régions se fasse conformément aux engagements qu'elles ont effectivement contractés et aux arriérés réels constatés (cf. la proposition Grootjans). Dès lors, nous ne pouvons accepter l'accord dont cet article est la mise à exécution. D'où notre proposition de suppression de cet article.

ART. 50

Supprimer cet article.

Justification

L'article 48 vise à attribuer au Roi le pouvoir de prendre des mesures devant permettre un exercice de consolidation.

Comme il le fait toujours, le Conseil d'Etat a examiné scrupuleusement cette habilitation fiscale et l'a assortie d'un commentaire.

Nous citons :

« On sait qu'aux termes de l'article 110, § 1^{er}, de la Constitution « aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi ». L'article 112, alinéa 2, ajoute que « nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi ». Cette compétence du législateur en matière fiscale est un des principes fondamentaux du régime institué par le Congrès national.

Comme il ressort de la seule analyse des dispositions constitutionnelles citées et comme l'ont souligné les auteurs, ces dispositions exigent que le législateur détermine lui-même l'assiette et le taux de l'impôt ainsi que les conditions d'une exemption éventuellement accordée pour une raison d'intérêt général. Le pouvoir qu'elles permettent de laisser ou d'attribuer au Roi ne peut consister qu'en un simple pouvoir d'exécution, tel que, par exemple, celui de prescrire des formalités administratives nécessaires à la perception de l'impôt. Dans plusieurs de ses avis, le Conseil d'Etat a rappelé la compétence réservée par le constituant au législateur en matière d'impôts et en a précisé la portée.

(1) Il faut toutefois remarquer en l'espèce que les dépassements de crédit doivent être amortis par le produit annuel des droits de succession.

schappen van de N.M.H. en de N.L.M. Minister Verhofstadt zou evenwel van meet af aan dit compromis in vraag gesteld hebben : hij is er immers voorstander van, de Gewesten meer te laten afdragen. Bovendien gingen de Waalse ministers dwarsliggen. Het voorstel van de heer Grootjans bevatte immers de volgende twee principes :

— wat de leningen betreft die werden aangegaan voor de financiering van werken, werd voorgesteld als verdeelsleutel de effectieve betalingen te weerhouden die met deze leningen overeenstemmen;

— wat de herfinancieringsleningen betreft, was door de heer Grootjans voorgesteld de lasten hiervan te verdelen in functie van de voor elk van de betrokken partijen vastgestelde achterstallen op het einde van elk dienstjaar.

De Waalse ministers (en ook de Brusselaars) gaan met deze regeling niet akkoord omdat ze vinden dat Vlaanderen in het verleden haar verplichtingen beter is kunnen nakomen door systematisch haar renteloze kredietlijn bij de Schatkist te overschrijden (1). Hiertegen kan men opwerpen dat Wallonië tot in 1984 geweigerd heeft om te betalen. In augustus 1984 werd dan ineens 8 miljard afbetaald waarbij de Waalse kredietlijn plots gevoelig werd overschreden : het Vlaamse voorbeeld werd m.a.w. door Wallonië geïmiteerd.

De indieners van dit amendement stellen zich op het standpunt dat de investeringen, die resulteren uit gewestelijke beslissingen genomen in de periode na de staatshervorming, meer bepaald na de installatie van de Vlaamse Raad, door de Gewesten moet gedragen worden. De verdeling tussen de verschillende Gewesten dient te gebeuren overeenkomstig de verbintenissen die ze daadwerkelijk hebben aangegaan en de werkelijke, vastgestelde achterstallen (cf. voorstel-Grootjans). Wij kunnen bijgevolg niet akkoord verklaren met de overeenkomst waarvan dit artikel de uitvoering is. Vandaar het voorstel tot schrapping.

ART. 50

Dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

Artikel 50 heeft tot doel de Koning de macht te verlenen maatregelen te nemen die een consolidatie-oefening mogelijk moeten maken.

Zoals steeds heeft de Raad van State deze fiscale volmacht nauwkeurig onderzocht en van commentaar voorzien.

We citeren :

« Het is bekend dat krachtens artikel 110, § 1, van de Grondwet « geen belasting ten behoeve van de Staat kan worden ingevoerd dan door een wet ». Artikel 112, tweede lid, voegt hieraan toe dat « geen vrijstelling of vermindering van belasting kan worden ingevoerd dan door een wet ». Deze bevoegdheid van de wetgever voor belastingzaken is één van de basisbeginselen van de door het Nationaal Congres ingestelde regeling.

Zoals alleen reeds uit het onderzoek van de aangehaalde grondwettelijke bepalingen blijkt en zoals de auteurs hebben onderstreept, vereisen die bepalingen dat de wetgever de grondslag van de belasting en het belastingtarief alsook de voorwaarden waaronder om een reden van algemeen belang eventuele vrijstelling wordt verleend, zelfs bepaalt. De bevoegdheid die zij veroorloven aan de Koning te laten of te verlenen kan alleen bestaan in een gewone uitvoeringsbevoegdheid, zoals bijvoorbeeld de bevoegdheid voor het voorschrijven van administratieve vormen die nodig zijn voor het innen van de belasting. In verscheidene adviezen heeft de Raad van State gewezen op de bevoegdheid die de grondwetgever voor de wetgever heeft gereserveerd op het stuk van belastingen en heeft hij de draagwijdte ervan gepreciseerd.

(1) Men moet hier evenwel opmerken dat de kredietoverschrijdingen dienen gedelgd te worden via de jaarlijkse opbrengst van de successie-rechten.

Il est vrai que le législateur a parfois attribué au Roi des pouvoirs plus étendus que les pouvoirs d'exécution indiqués et qu'il l'a habilité à prendre des dispositions relatives à l'assiette et au taux de l'impôt ou aux conditions d'exemption de celui-ci. Le législateur a notamment consenti de telles habilitations dans des « lois de pouvoirs spéciaux ».

A l'examen, il apparaît qu'en raison de l'objet des habilitations qu'ils confèrent au Roi, les articles 42, 46 et 48 du projet constituant, en réalité, des dispositions de pouvoirs spéciaux.

Les dispositions attribuant des pouvoirs spéciaux au Roi ne sont susceptibles d'être jugées compatibles avec la Constitution que si plusieurs conditions sont remplies :

1° Les dispositions doivent être justifiées par des « circonstances exceptionnelles » telles que, sous peine de compromettre des intérêts publics de caractère fondamental, elles ne peuvent être établies selon la procédure ordinaire de l'adoption d'une loi mais doivent nécessairement être prises d'urgence comme le permet une habilitation donnée au Roi.

2° Malgré l'ampleur éventuelle de leur objet, les habilitations doivent avoir un caractère suffisamment précis, afin, notamment, que le contrôle de légalité du juge sur les arrêtés royaux pris en vertu de ces habilitations ne soit pas vidé de toute substance.

3° Les habilitations ne peuvent être consenties que pour une période limitée.

4° Les arrêtés royaux pris en vertu des habilitations doivent être soumis au législateur en vue de leur confirmation, cette condition s'imposant dans les matières qui sont de la compétence propre du législateur, comme précisément celle des impôts.

Les habilitations données au Roi par les articles 42, 46 et 48 du projet satisfont à la troisième et à la quatrième condition. Il y a lieu de vérifier si elles satisfont à la première et à la seconde condition.

...

II. L'article 46 habilite le Roi à modifier, sur différents points, le régime fiscal des revenus d'emprunts émis soit par l'Etat, soit par des organismes ou établissements publics belges, lorsque ces derniers emprunts sont garantis par l'Etat.

L'article énumère les buts dans lesquels les pouvoirs conférés au Roi devront être exercés.

Au 1°, il s'agit « d'exonérer du précompte mobilier les emprunts de refinancement concernant les emprunts conclus par la Société nationale du logement et la Société nationale terrienne ou par une nouvelle société nationale qui reprendrait les obligations des sociétés précitées ». Ce premier but est énoncé avec précision.

Au 2° et au 3°, il s'agit :

« 2° de faciliter le placement d'emprunts émis par des fonds et organismes publics;

3° de rendre plus acceptable ou attractive, sur le plan fiscal, la participation aux opérations de réduction des charges de la dette publique. »

Le caractère fort vague des termes dans lesquels le deuxième et le troisième but sont énoncés a pour conséquence que les habilitations contenues à l'article 46, alinéa 1°, 2° et 3°, ne sont pas compatibles avec la Constitution.

Weliswaar heeft de wetgever de Koning soms ruimere bevoegdheden verleend dan de bedoelde uitvoeringsbevoegdheden en heeft hij Hem gemachtigd tot het uitvaardigen van bepalingen aangaande de grondslag en het percentage van de belasting of aangaande de voorwaarden voor vrijstelling ervan. De wetgever heeft met name zulke machtigingen toegestaan in « bijzondere-machtenwetten ».

Bij onderzoek blijkt dat de artikelen 42, 46 en 48 van het ontwerp wegens het doel van de machtigingen die zij aan de Koning verlenen in werkelijkheid bijzondere-machtenbepalingen zijn.

De bepalingen waarbij aan de Koning bijzondere machten worden verleend, kunnen maar bestaanbaar met de Grondwet worden geacht als een aantal voorwaarden zijn vervuld :

1° De bepalingen dienen door « uitzonderlijke omstandigheden » gerechtvaardigd te zijn, zodanig dat zij, willen geen fundamentele openbare belangen in het gedrang komen, niet volgens de gewone procedure van aanneming van een wet kunnen worden vastgesteld, maar noodzakelijkerwijs met spoed worden genomen, zoals een aan de Koning verleende machtiging het mogelijk maakt.

2° De machtigingen, ook al zijn ze in hun opzet mogelijkerwijs veelomvattend, moeten toch voldoende nauwkeurig zijn opdat bepaaldelijk 's rechters wettigheidscontrole op de krachtens die machtigingen uitgevaardigde koninklijke besluiten niet alle inhoud verliest.

3° De machtigingen mogen slechts voor een beperkte periode worden verleend.

4° De krachtens die machtigingen uitgevaardigde koninklijke besluiten dienen, met het oog op de bekrachtiging ervan, aan de wetgever te worden voorgelegd. In de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de wetgever zelf behoren, zoals bepaaldelijk de belastingen, is dat een obligate voorwaarde.

De machtigingen die door de artikelen 42, 46 en 48 van het ontwerp aan de Koning verleend worden, voldoen aan de derde en aan de vierde voorwaarde. Er behoort te worden nagegaan of zij ook aan de eerste en aan de tweede voorwaarde voldoen.

...

II. Artikel 46 machtigt de Koning om op verschillende punten wijzigingen aan te brengen in het belastingstelsel van de inkomsten van leningen die zijn uitgegeven ofwel door de Staat, ofwel door Belgische openbare inrichtingen of instellingen wanneer laatstgenoemde leningen door de Staat zijn gewaarborgd.

Het artikel geeft een opsomming van de doelstellingen met het oog waarop de aan de Koning verleende bevoegdheden uitgeoefend moeten worden.

In 1° gaat het erom « de herfinancieringsleningen betreffende de leningen gesloten door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en de Nationale Landmaatschappij of door een nieuwe nationale maatschappij die de verplichtingen van de voornoemde maatschappijen zou overnemen, vrij te stellen van roerende voorheffing ». Deze eerste doelstelling is nauwkeurig geformuleerd.

In 2° en 3° gaat het erom :

« 2° het plaatsen van leningen uitgegeven door fondsen en openbare instellingen te vergemakkelijken;

3° de deelname aan de operaties tot vermindering van de lasten van de rijksschuld fiscaal aanvaardbaar of aantrekkelijk maken. »

Wegens het zeer vage karakter van de bewoordingen waarin het tweede en het derde doel zijn geformuleerd, zijn de in artikel 46, eerste lid, 2° en 3°, vervatte machtigingen niet bestaanbaar met de Grondwet.

En outre, on n'aperçoit pas ici non plus les circonstances exceptionnelles empêchant que les dispositions prévues par l'article 46 soient adoptées par une loi et exigeant qu'elles soient prises d'urgence en vertu d'une habilitation donnée au Roi. »

C'est à juste titre que le Conseil d'Etat rejette les dispositions de l'article 50. Il y a effectivement lieu de se demander s'il y a urgence ou si, en l'espèce, le Gouvernement ne souhaite pas donner le moins possible de publicité aux avantages fiscaux qu'il « faudra » offrir (aux détenteurs de la dette publique) à l'occasion de l'opération de consolidation.

L'exposé des motifs fait référence aux modalités que le Premier Ministre aurait annoncées dans la communication gouvernementale. Or il n'y a pas été question de modalités. On a simplement appris que le Gouvernement était prêt à payer cher pour le report des paiements des intérêts, report nécessaire pour rendre plus présentable le budget de 1987. Cela implique tout simplement une double hypothèque pour les gouvernements à venir, qui auront à supporter tant la charge du report des paiements que les importantes diminutions des recettes résultant des avantages qui seront accordés à cette occasion.

Il y a lieu d'être réaliste et le but n'est certes pas de faire échouer toute opération de consolidation, mais nous estimons que si le Parlement doit prendre ses responsabilités pour ce qui est de l'augmentation de la pression fiscale sur les revenus de remplacement, il doit également pouvoir les assumer pour ce qui est de la conception d'une opération de consolidation — et il doit pouvoir veiller à ce que, finalement, cette opération, en dépit des déclarations d'un certain nombre de ministres, n'entraîne quand même pas des charges supplémentaires pour les générations actuelles et futures.

Subsidiairement :

Remplacer le dernier alinéa de cet article par la disposition suivante :

« Les arrêtés pris en vertu de la compétence conférée par le présent article sont abrogés deux mois après leur publication au *Moniteur belge* s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date. »

Justification

Si l'habilitation demandée pour le Roi se justifie tant par l'urgence que par l'intérêt d'apporter toute la clarté en cette matière, il semble, aux yeux des auteurs de l'amendement, qu'il ne convient pas :

a) de retarder la confirmation de ces pouvoirs spéciaux;

b) étant donné que les arrêtés sont frappés de caducité s'ils ne sont pas confirmés par la loi, de prolonger l'imprécision qui est ainsi créée et de placer pour ainsi dire le Parlement devant un fait accompli.

ART. 51

Au § 1^{er}, 2^o, de cet article, insérer le chiffre 12bis entre les chiffres « 10, 1^o, » et « 16 ».

ART. 52

Supprimer cet article.

Bovendien is het hier evenmin duidelijk welke uitzonderlijke omstandigheden zouden verhinderen dat de in artikel 46 bedoelde bepalingen bij een wet worden aangenomen en zouden vereisen dat ze dringend worden vastgesteld op grond van een aan de Koning verleende machtiging. »

Terecht wijst de Raad van State het bepaalde in artikel 50 van de hand. De vraag is inderdaad of er hier hoogdringendheid is of speelt hier niet eerder de wens van de regering om zo weinig mogelijk ruchtbaarheid te geven aan de fiscale voordelen die men ter gelegenheid van de consolidatie-ocfening zal « moeten » aanbieden aan de houders van de overheidsschuld.

In de memorie van toelichting wordt verwezen naar de modaliteiten die de Eerste Minister in zijn regeringsmededeling heeft aangekondigd. Wij hebben hierbij geen modaliteiten gehoord. Alleen hebben wij vernomen dat de Regering het uitstellen van interestbetalingen, nodig voor het opsmukken van de begroting in 1987 zwaar wil gaan betalen. Dit betekent niet anders dan een dubbele hypotheek op de volgende regeringen die zowel de last van het uitstel van de betalingen moeten dragen als belangrijke minontvangsten zullen boeken wegens de gunsten die bij deze gelegenheid zullen verleend worden.

Wij zijn wel realist en het is zeker niet de bedoeling elke consolidatie-ocfening bij voorbaat te kelderen, maar indien dit Parlement wel voor haar verantwoordelijkheid wordt geplaatst bij het verhogen van de belastingdruk op de vervangingsinkomens, dan denken wij dat het Parlement ook bij het uitrekenen van een consolidatie-operatie haar verantwoordelijkheid moet kunnen opnemen — er en moet kunnen over waken dat deze consolidatie-operatie uiteindelijk — ondanks de verklaringen van een aantal ministers — toch geen bijkomende lasten legt op de huidige zowel als de toekomstige generaties.

Subsidiair :

Het laatste lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« De besluiten genomen krachtens de door dit artikel verleende macht zijn opgeheven twee maanden na de verschijning ervan in het *Belgisch Staatsblad*, indien ze vóór die datum niet door de wet zijn bekrachtigd. »

Verantwoording

Indien de volmacht die gevraagd wordt voor de Koning zich laat verantwoorden door zowel de hoogdringendheid als het belang van duidelijkheid dat op dit terrein dient geschapen te worden, dan lijkt het de indieners van dit amendement ongepast om :

a) de bekrachtiging van deze volmachten op de lange baan te schuiven;

b) gezien de besluiten vervallen bij niet-bekrachtiging door een wet, de onduidelijkheid die hierdoor gekreëerd wordt voor zich uit te schuiven en hierdoor het Parlement als het ware voor voldongen feiten te plaatsen.

ART. 51

In § 1, 2^o, van dit artikel, tussen de cijfers « 10, 1^o, » en « 16 » het cijfer 12bis in te voegen.

ART. 52

Dit artikel te doen vervallen.

Justification

Nul n'ignore plus que, sous l'angle constitutionnel, le problème des pouvoirs spéciaux en matière fiscale n'est pas simple. Une nouvelle fois, le Conseil d'Etat n'a pas manqué d'y rendre attentifs le Parlement et le Gouvernement.

Les auteurs de cet amendement estiment que le Gouvernement ne fait manifestement pas d'efforts pour présenter les dispositions précises qui s'imposent. Jusqu'ici, le Gouvernement a chaque fois renvoyé à deux propositions de loi aux dispositions très divergentes, et dont une est de trop pour la bonne règle. Il est clair que le Gouvernement ne veut pas ici d'une discussion qui pourrait diviser la majorité et c'est là la seule raison de cette habilitation.

Le fait que cela empêche tout le débat parlementaire au sujet d'une question aussi importante que l'épargne-pension, n'est pas un problème pour ce Gouvernement. A cela aussi, nous entendons nous opposer.

Les dispositions attribuant des pouvoirs spéciaux au Roi ne sont susceptibles d'être jugées compatibles avec la Constitution que si plusieurs conditions sont remplies :

1. Les dispositions doivent être justifiées par des « circonstances exceptionnelles » telles que, sous peine de compromettre des intérêts publics de caractère fondamental, elles ne peuvent être établies selon la procédure ordinaire de l'adoption d'une loi mais doivent nécessairement être prises d'urgence comme le permet une habilitation donnée au Roi.

2. Malgré l'ampleur éventuelle de leur objet, les habilitations doivent avoir un caractère suffisamment précis, afin, notamment, que le contrôle de légalité du juge sur les arrêtés royaux pris en vertu de ces habilitations ne soit pas vidé de toute substance.

3. Les habilitations ne peuvent être consenties que pour une période limitée.

4. Les arrêtés royaux pris en vertu des habilitations doivent être soumis au législateur en vue de leur confirmation, cette condition s'imposant dans les matières qui sont de la compétence propre du législateur, comme précisément celle des impôts.

Les habilitations données au Roi par l'article 48 (lire : 52), du projet satisfont à la troisième et à la quatrième condition. Il y a lieu de vérifier si elles satisfont à la première et à la seconde condition.

L'article 48 (lire : 52) attribue au Roi le pouvoir d'instaurer, au plus tôt à partir de l'exercice d'imposition 1987, « un régime d'épargne-pension tendant à la constitution de pensions complémentaires et à la promotion du capital à risque ».

Le texte de l'article donne sans doute certaines indications au sujet des pouvoirs conférés au Roi, mais il ne le fait que de manière formelle par la mention de textes légaux que le Roi sera autorisé à compléter, modifier ou abroger. Le texte ne détermine pas la substance des pouvoirs attribués au Roi. C'est seulement dans l'exposé des motifs, qui est dépourvu de valeur normative et ne constitue qu'un élément d'interprétation, qu'on trouve une énumération — sans caractère exhaustif — des objets que le Roi pourra régler.

Les objets de l'habilitation donnée au Roi sont loin d'être définis avec suffisamment de précision pour que cette habilitation soit compatible avec la Constitution.

En outre, une nouvelle fois, on n'aperçoit pas ici de circonstances exceptionnelles empêchant que les dispositions prévues soient adoptées par la loi et exigeant qu'elles soient prises d'urgence en vertu d'une habilitation donnée au Roi.

Verantwoording

Iedereen weet ondertussen dat fiscale volmachten in grondwettelijk opzicht niet zo eenvoudig liggen. Ook nu weer heeft de Raad van State niet nagelaten het Parlement en de Regering hierop te wijzen.

De indieners van dit amendement vinden dat de Regering inderdaad duidelijk tekortschiet op vlak van de noodzakelijke nauwkeurigere bepalingen. Tot nu toe, heeft de Regering hiervoor telkens verwezen naar twee wetsvoorstellen met zeer uiteenlopende bepalingen waar telkens één teveel was om goed te zijn. Het is duidelijk dat de Regering hier geen discussie wenst die de meerderheid zou kunnen verdelen en dit is de enige beweegreden voor deze volmacht.

Dat hierdoor het ganse parlementaire debat rond het zo belangrijke onderwerp van het pensioensparen niet kan gevoerd worden, is voor deze Regering geen probleem. Ook hiertegen wensen wij ons te verzetten.

De bepalingen waarbij aan de Koning bijzondere machten worden verleend kunnen maar bestaanbaar met de Grondwet worden geacht als een aantal voorwaarden zijn vervuld :

1. De bepalingen dienen door « uitzonderlijke omstandigheden » gerechtvaardigd zijn, zodanig dat zij, willen geen fundamentele openbare belangen in het gedrang komen, niet volgens de gewone procedure van aanneming van een wet kunnen worden vastgesteld, maar noodzakelijkerwijs met spoed worden genomen, zoals een aan de Koning verleende machtiging het mogelijk maakt.

2. De machtigingen, ook al zijn ze in hun opzet mogelijkerwijs veelomvattend, moeten toch voldoende nauwkeurig zijn opdat bepaaldelijk 's rechters wettigheidscontrole op de krachtens die machtigingen uitgevaardigde koninklijke besluiten niet alle inhoud verliest.

3. De machtigingen mogen slechts voor een beperkte periode worden verleend.

4. De krachtens die machtigingen uitgevaardigde koninklijke besluiten dienen, met het oog op de bekrachtiging ervan, aan de wetgever te worden voorgelegd. In de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de wetgever zelf behoren, zoals bepaaldelijk de belastingen, is dat een obligate voorwaarde.

De machtigingen die door de artikelen 48 (lees 52) van het ontwerp aan de Koning verleend worden, voldoen aan de derde en aan de vierde voorwaarde. Er behoort te worden nagegaan of zij ook aan de eerste en aan de tweede voorwaarde voldoen.

Artikel 48 (lees 52) kent aan de Koning de bevoegdheid toe om, ten vroegste met ingang van het aanslagjaar 1987, « een stelsel van pensioensparen » in te voegen « dat strekt tot het vormen van aanvullende pensioenen en het bevorderen van het risicodragend kapitaal ».

De tekst van het artikel verstrekt weliswaar enkele aanwijzingen omtrent de aan de Koning verleende machten, maar doet het alleen op formele wijze door het vermelden van wetteksten welke de Koning gemachtigd zal zijn aan te vullen, te wijzigen of op te heffen. De tekst zegt niets omtrent de wezenlijke inhoud van de aan de Koning verleende bevoegdheden. Alleen in de memorie van toelichting, die geen normatieve waarde heeft en slechts een interpretatiemiddel is, vindt men een — niet-uitputtende — opsomming van de aangelegenheden welke de Koning zal kunnen regelen.

De doelstellingen van de aan de Koning verleende machtiging zijn op verre na niet voldoende nauwkeurig aangegeven opdat die machtiging verenigbaar kan zijn met de Grondwet.

Bovendien is het hier ook niet duidelijk welke uitzonderlijke omstandigheden zouden verhinderen dat de bedoelde bepalingen bij een wet worden aangenomen en zouden vereisen dat ze dringend worden vastgesteld op grond van een aan de Koning verleende machtiging.

En conclusion, pour écarter l'objection d'inconstitutionnalité développée ci-dessus, les attributions de pouvoirs au Roi prévues par les articles 42, 46 et 48 du projet doivent être remplacées par des dispositions réglant, en tous leurs éléments essentiels, les matières faisant l'objet de ces articles. Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si les dispositions plus précises qui sont nécessaires doivent être insérées dans le présent projet de loi ou l'être dans un projet de loi ultérieur.

Premier amendement subsidiaire :

Au premier alinéa du même article, insérer, après les mots « par arrêté délibéré en Conseil des Ministres », les mots « et après que les deux Chambres ont procédé à une évaluation approfondie des arrêtés de pouvoirs spéciaux nos 15 et 150 et qu'une loi a réalisé l'harmonisation des dispositions en matière de fonds de pensions professionnels et d'assurance de groupe.

Justification

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement souligne que le système d'épargne-pension peut être considéré comme un prolongement de l'arrêté royal n° 15 du 19 mars 1982. Il nous semble raisonnable de soumettre cette mesure à une analyse coûts/bénéfices approfondie avant d'affirmer qu'il s'agit d'un prolongement de l'arrêté royal n° 15.

Nous estimons en outre qu'avant de mettre au point les modalités d'un troisième pilier en matière de pensions, il faut remettre de l'ordre dans ce qui existe déjà. Nous rappelons d'ailleurs au Gouvernement que cette harmonisation figure également dans l'accord de gouvernement.

Deuxième amendement subsidiaire :

Après le premier alinéa du même article, insérer un nouveau alinéa, libellé comme suit :

« La déduction fiscale du montant des versements ou primes pour cette épargne-pension sera inscrite dans le Code des impôts sur les revenus, au chapitre III, section 1, et ce en remplacement de la sous-section 3bis et de l'article 87bis actuels. Dès lors, la déduction prendra la forme d'une réduction de l'impôt, et ce à concurrence de 30 p.c. au maximum des versements ou primes plafonnés à prendre en considération. »

Justification

Cet amendement vise, en ce qui concerne l'épargne-pension :

1. à éviter la possibilité d'un abattement sur les revenus dont l'avantage fiscal serait fonction des revenus du contribuable;
2. à établir un lien avec le système d'épargne-pension sous la forme d'une assurance-vie.

Troisième amendement subsidiaire :

Entre le deuxième et le troisième alinéa du même article, insérer un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« L'ensemble de ces mesures ne peut toutefois pas avoir un coût budgétaire annuel supérieur à 1 milliard. »

Als conclusie kan worden gesteld dat, wil men het hierboven uiteengezette grondwettigheidsbezwaar uit de weg gaan, de in de artikelen 42, 46 en 48 van het ontwerp aan de Koning verleende bevoegdheidsopdrachten moeten worden vervangen door bepalingen welke de in die artikelen behandelde aangelegenheden in al hun wezenlijke bestanddelen regelen. Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of de nauwkeurige bepalingen die noodzakelijk zijn, in het onderhavige wetsontwerp ingevoegd, dan wel in een later wetsontwerp opgenomen moeten worden.

Eerste subsidiair amendement :

In het eerste lid van hetzelfde artikel, na de woorden « bij in Ministerraad overlegd besluit » in te voegen de woorden : « en nadat beide Kamers een grondige evaluatie gemaakt hebben van de volmachtbesluiten nrs. 15 en 150 en bij wet een harmonisering tot stand werd gebracht in de bepalingen inzake bedrijfspensioenfondsen en groepsverzekeringen. »

Verantwoording

In de memorie van toelichting wijst de Regering erop dat het stelsel van pensioensparen zich aankondigt als verlengstuk van het koninklijk besluit nr. 15 van 19 maart 1982. Het lijkt ons zinvol vooraleer iets een verlengstuk te geven deze maatregel ook eerst aan een grondige kosten/batenanalyse te onderwerpen.

Bovendien zijn wij tevens van oordeel dat een voorafgaande voorwaarde voor het uittekenen van de modaliteiten van een derde pensioenpijler erin bestaat orde op zaken te stellen in wat nu reeds bestaat. Wij wijzen de Regering er trouwens op dat ook deze harmonisering in het regeerakkoord werd opgenomen.

Tweede subsidiair amendement :

Na het eerste lid van hetzelfde artikel, een nieuw lid in te voegen, luidende :

« De fiscale aftrek van het bedrag van stortingen of premies voor dit pensioensparen zal binnen het Wetboek van de inkomstenbelastingen ingeschreven worden binnen hoofdstuk III, afdeling 1, en dit ter vervanging van de huidige onderafdeling 3bis en artikel 87bis. De aftrek zal dan ook de vorm aannemen van een aftrek van belasting en dit tegen een percentage van maximaal 30 pct. van de in aanmerking te nemen, begrensde stortingen of premies. »

Verantwoording

Dit amendement strekt ertoe m.b.t. het pensioensparen :

1. te voorkomen dat hiervoor een aftrek van inkomen wordt ontworpen waarvan het fiscale voordeel stijgt naargelang de belastingplichtige over een hoger inkomen beschikt;
2. het verband te leggen met de nu reeds bestaande vorm van pensioensparen onder de vorm van de levensverzekering.

Derde subsidiair amendement :

Tussen het tweede en het derde lid van hetzelfde artikel een nieuw lid in te voegen, luidende :

« Het geheel van deze maatregelen mag evenwel jaarlijks de budgettaire kost van 1 miljard niet overtreffen. »

Justification

Alors que le Gouvernement a rendu public un plan qui lui permettra, selon ses dires, d'économiser 195 milliards de francs en 1987, il nous semble injustifié de fournir, par le biais de l'article 50, un chèque en blanc au Roi pour ce qui est de la fixation d'une nouvelle dépense fiscale dont la grande majorité de la population ne bénéficiera manifestement pas.

Quatrième amendement subsidiaire :

Remplacer le dernier alinéa du même article par la disposition suivante :

« Les arrêtés pris en vertu de la compétence conférée par le présent article sont abrogés deux mois après leur parution au *Moniteur belge* s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date. »

Justification

Si cette demande de pouvoirs spéciaux se justifie tant par l'urgence que par la nécessité d'apporter de la clarté en la matière, il n'en paraît pas moins inopportun aux auteurs de l'amendement :

a) de remettre aux calendes grecques la confirmation de ces pouvoirs spéciaux;

b) de fermer les yeux sur l'imprécision créée du fait que les arrêtés deviennent caducs s'ils ne sont pas confirmés par le Roi et de mettre, en quelque sorte, ainsi le Parlement devant le fait accompli.

Verantwoording

Op een ogenblik dat de Regering een plan heeft bekendgemaakt waarmee, naar haar zeggen in 1987, 195 miljard frank zou bespaard worden, lijkt het volgens de indieners onverantwoord de Koning in artikel 50 een blanco-cheque te bezorgen voor het uittekenen van een nieuwe fiscale uitgave die duidelijk zal voorbijgaan aan de neus van het overgrote deel van de bevolking.

Vierde subsidiair amendement :

Het laatste lid van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« De besluiten genomen krachtens de door dit artikel verleende macht zijn opgeheven twee maanden na de verschijning ervan in het *Belgisch Staatsblad*, indien ze vóór die datum niet door een wet zijn bekrachtigd. »

Verantwoording

Indien de volmacht die gevraagd wordt voor de Koning zich laat verantwoorden door zowel de hoogdringendheid als het belang van duidelijkheid dat op dit terrein dient geschapen te worden, dan lijkt het de indieners van dit amendement ongepast om :

a) de bekrachtiging van deze volmachten op de lange baan te schuiven;

b) gezien de besluiten vervallen bij niet-bekrachtiging door de wet de onduidelijkheid die hierdoor gekreëerd wordt voor zich uit te schuiven en hierdoor het Parlement als het ware voor voldongen feiten te plaatsen.

G. de SMEYTER.

G. MOENS.

J. DE BREMAEKER.

A. KENZELER.

I. EGELMEERS.